

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

MODIFICATION DE CLAUSES BÉNÉFICIAIRES ET RACISME DU SOUSCRIPTEUR

MICHEL LEROY

Référence de publication : LEDA sept. 2012, n° EDAS-612121-61208, p. 5

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

MODIFICATION DE CLAUSES BÉNÉFICIAIRES ET RACISME DU SOUSCRIPTEUR

ASSURANCE-VIE — La désignation de la SPA et de la ligue contre le cancer comme bénéficiaire à la place de l'enfant du souscripteur repose sur une cause licite.

Cour de cassation 2ème chambre civile, 28 juin 2012, no 11-14662

Cass. 2e civ., 28 juin 2012, n° 11-14662

Les décisions appréciant la licéité de la cause d'une désignation bénéficiaire sont suffisamment rares pour que l'arrêt du 28 juin 2012 retienne l'attention. Dans cette affaire, après le décès de son épouse pour cause de cancer, le souscripteur modifie les clauses bénéficiaires de cinq contrats qui désignaient sa fille, au bénéfice exclusif de la ligue contre le cancer, et pour deux d'entre eux au profit de la SPA et la ligue contre le cancer. Il souscrit également en août 2003 un sixième contrat au profit de ces deux associations. Le souscripteur, malade depuis des années met fin à ses jours fin 2005. Sa fille qui avait, avant les modifications, épousé un homme de couleur contre l'avis de son père assigne les compagnies d'assurance en nullité des désignations bénéficiaires, sur le fondement de la cause illicite, car pour le demandeur « la cause déterminante des désignations litigieuses résidait dans l'intention de lui nuire en raison d'une discrimination raciale fondée sur la race de son conjoint et la couleur de peau de ses enfants ».

La cour d'appel de Paris la déboute en faisant valoir l'absence d'éléments suffisants pour établir que le racisme du souscripteur est à l'origine des désignations. La Cour de cassation rejette le pourvoi en relevant le pouvoir souverain d'appréciation des juges du fond, et en les approuvant d'avoir déduit des éléments présentés que « la désignation des bénéficiaires reposait sur une cause licite ».

L'arrêt doit être approuvé, car le mobile illicite s'apprécie dans la relation qu'entretient le souscripteur avec le bénéficiaire. Or, il ne peut y avoir aucune cause illicite ou immorale dans la désignation d'une association reconnue d'utilité publique, seules les modalités de la libéralité (conditions, charge) pourraient être illicites.

Cependant, affirmer que le souscripteur était animé de la volonté de gratifier un bénéficiaire déterminé ne revient pas à nier qu'il pouvait être également motivé par celle d'exhérer son enfant, pour une raison illicite. Les deux motivations peuvent coexister mais elles s'expriment alors au travers de deux actes différents : cette volonté discriminatoire peut constituer la cause de la révocation des clauses bénéficiaires antérieures. Encore fallait-il apporter des éléments suffisants pour prouver l'existence de cette cause illicite et les juges du fond ont pu souverainement considérer qu'une telle preuve n'était pas établie dans cette affaire.